



l'édito

d' **A**lain Bergounioux

Mobilisation nécessaire

Rien ne serait plus léger que de s'en remettre à la croyance d'un « plafond de verre » qui empêcherait Marine Le Pen de remporter le second tour de l'élection présidentielle face à Emmanuel Macron. Il est, sans doute, vraisemblable que les réflexes humanistes d'une majorité de français feront qu'elle sera, en définitive, battue. Mais, il n'y a là rien de mécanique. Les ambiguïtés à droite et à gauche montrent que cela n'est pas joué. La tentation de l'abstention chez les électeurs de François Fillon et de Jean-Luc Mélenchon, entre autres, est un risque dans ce long week-end des 7 et 8 mai... Nous devons, donc, argumenter point par point. Et les socialistes doivent être les premiers à le faire. Cette lettre rappelle les données indispensables qu'il nous faut avoir à l'esprit dans ce qui est un choix majeur.

Nous devons nous adresser à l'intelligence des français, en démontant concrètement la propagande de Marine Le Pen. Elle prétend assurer la sécurité des français. Au contraire, sa politique attiserait encore plus les tensions, les divisions, les affrontements. Faire respecter l'Etat de droit est le seul moyen de protéger la démocratie. Elle veut faire sortir la France de l'euro. Cela provoquerait inévitablement une baisse drastique du pouvoir d'achat des français. Les épargnants risqueraient de voir dévaluer leurs économies de plus de 30 %. Et, plus encore, quitter l'Union européenne, organiserait plus de concurrence - sans compter les dangers à terme pour l'équilibre de la paix en Europe, alors que nous avons besoin de plus de coopérations, particulièrement en matière de lutte contre le terrorisme. Le nationalisme économique amènerait l'économie française à se replier sur elle-même. Nos exportations seraient pénalisées et les importations rendues plus chères, pénalisant, encore une fois, les plus modestes. Une France dirigée par Marine Le Pen risquerait l'isolement : la candidate frontiste a déjà mesuré les limites de ses louanges à l'égard de Donald Trump, qui n'a cure des intérêts français et de ses propres engagements de campagne... Il ne resterait que Vladimir Poutine qui cherche des « idiots utiles » pour diviser l'Europe ! Il faut expliciter tout cela et bien d'autres choses encore.

Enfin, il y a un autre enjeu, à côté de la défaite du Front national - ce qui est, évidemment, l'essentiel. Il faut que le score de Marine Le Pen soit le plus bas possible. Car derrière, il y a tout l'enjeu d'une implantation territoriale renforcée. Le fatalisme qui a accompagné son accession au deuxième tour en dit long sur la banalisation à l'œuvre. Voulons-nous que le clivage majeur, dans notre pays, s'installe durablement autour du Front national, revendiquant l'expression du « peuple » contre les « élites » ? Rien ne serait plus mortifère. Il faut, au contraire, retisser les liens entre les classes populaires et les classes moyennes, forger les termes d'une nouvelle coalition populaire et non populiste. Nous avons su, le faire hier, les socialistes doivent prouver leur utilité en se donnant cet objectif pour aujourd'hui et pour demain.

Marine Le Pen ou les vieilles lunes du « nationalisme charnel »

Les urnes ont donc livré leur verdict. Sur fond de fracture entre territoires ruraux et périurbains, majoritairement acquis à la cause lepéniste, d'un côté et les pôles urbains, plus progressistes, de l'autre. Deux France se font face, qui n'ont jamais paru aussi éloignées l'une de l'autre.

Ce bouleversement profond de la vie politique française ne fait, au fond, que confirmer l'implantation durable du Front national et l'émergence d'une nouvelle force personnifiée par Emmanuel Macron, désormais favori du second tour. Oublions un temps le second et concentrons-nous sur son adversaire, Marine Le Pen, dont l'euro-scepticisme et l'euro-phobie pèsent sur la campagne.

Ne nous y trompons pas : le score de la candidate du FN, fut-il moins élevé qu'attendu, est une victoire de plus pour l'extrême droite française. Pour la première fois, elle franchit la barre des 20 % au premier tour d'une présidentielle. Elle réalise également son record en termes de voix, avec plus de 7,6 millions d'électeurs. Reste qu'elle ne peut plus, pour autant, revendiquer le titre de « premier parti de France », après avoir cherché à imposer ses thèmes fétiches - immigration, insécurité -, d'un bout à l'autre de la séquence électorale.

France fermée. Ces concepts n'en demeurent pas moins sa marque de fabrique. En témoigne les déclarations de Marine Le Pen sur la rafle du Vél'd'Hiv qui ont enflammé les débats. Pas forcément, d'ailleurs, dans le sens qu'elle recherchait. Que dire, dans ce contexte, d'un parti qui traite

de « torchon oligarchique » le drapeau européen, si ce n'est qu'il incarne tout ce qui nous ramène à un troublant passé : celui d'une France raciste et vichyste, fragmentée et repliée. Que dire aussi de ce même mouvement dont la candidate a été prise de court par les affaires judiciaires - soupçons d'emplois fictifs au Parlement européen et à la région Pas-de-Calais, sous-évaluation de son patrimoine - qui lui ont valu des poursuites judiciaires.

La « préférence nationale » reste, de ce point de vue, la principale matrice d'un parti qui trouve son compte dans une France fermée qui abhorre la mondialisation et conteste vigoureusement l'Europe. D'où ces appels incessants à un patriotisme de façade, en tournant résolument le dos au système républicain. Ce, en réservant prioritairement aux français les logements sociaux, en instaurant une taxe sur l'embauche de salariés étrangers ou en conditionnant le minimum

vieillesse à la nationalité française ou à vingt ans de résidence sur le territoire hexagonal. « Tout se passe comme s'il existait un cadre normé dans le logiciel frontiste. Dans cette perspective, celui qui n'est pas français ou européen pose problème. Au fond, l'altérité n'est acceptable que lorsqu'elle gomme certaines aspérités », résume la politologue Virginie Martin, professeure-chercheuse en sciences politiques.

L'Ordre identitaire - comment s'en étonner - occupe, tout naturellement, une place de choix dans la dialectique frontiste. L'inscription de la « préférence nationale » dans la Constitution

Le droit du sang est toujours privilégié au droit du sol, tandis que la suppression de la double nationalité se limite désormais aux nationalités extra-européennes. Et donc aux populations arabo-musulmanes qui, sous couvert de lutte contre l'islamisme, restent la cible privilégiée d'un parti résolument xénophobe et identitaire.

est complétée par un principe-clé mis en relief par l'historien Nicolas Lebourg (1) : « *La République ne reconnaît aucune communauté* ». Ce à quoi est directement ajouté : « *Rétablir la laïcité partout, l'étendre à l'ensemble de l'espace public et l'inscrire dans le Code du travail* ». « *Le Front national tire ici les bénéfices des polémiques autour du port du voile à l'université ou encore du burkini, observe le chercheur. De même, la proposition « Renforcer l'unité de la nation par la promotion du roman national et le refus des repentances d'État qui divisent » correspond certes à des préoccupations présentes dans l'extrême droite dès l'entre-deux-guerres, où aux volontés de réécriture des manuels d'histoire formulées par Bruno Mégret en 1982, mais amplifient avant tout des polémiques récentes tenues hors du champ de l'extrême droite.* »

Autant dire que la vigilance reste de mise face à un parti qui s'efforce de gommer ses excès de dédramatisation, en évitant le piège de la radicalité, sous un angle social-interventionniste. « *Autant le Front national de Jean-Marie Le Pen avançait avec ses dérapages, autant celui de Marine Le Pen progresse avec les dérapages des autres* », souligne Nicolas Lebourg.

Dialectique anti-immigrés. De la préférence nationale à la xénophobie, il n'y a qu'un pas. L'annonce surprise d'un « *moratoire sur l'immigration légale* » démontre, s'il en était besoin, la volonté de Marine Le Pen de mobiliser sa base électorale la plus droitière. Une fois élue, elle s'empressera de fermer les frontières, imposera le droit du sang, martèlera aux migrants qu'ils ne sont pas les bienvenus en territoire gaulois... Son ambition : réduire l'immigration légale, en visant un solde annuel de 10 000 personnes, contre un peu plus de 30 000 aujourd'hui.

Au-delà, la candidate du FN entend durcir le regroupement familial qui ne concerne pourtant guère qu'une douzaine de milliers d'individus

par an, restreindre les conditions d'asile, imposer un délai de deux ans avant de pouvoir bénéficier des régimes sociaux. Et, pour les étrangers en situation irrégulière, automatiser les expulsions, tout en supprimant l'Aide médicale d'État, l'AME.

Dans le viseur, l'islam. Encore et toujours ! Ce qui lui vaut, d'ailleurs, de déployer une sémantique républicaine, en « sacralsant » le principe de laïcité, partout critiqué par le Front national historique et méprisé par Marion Maréchal-Le Pen. « *Elle a détourné et préempté les armes qui étaient traditionnellement utilisées contre elle pour les diriger contre un seul et même adversaire, clairement identifiable, l'islamisme radical*, constate l'historien Grégoire Kauffmann. *Quand elle parle de communautarisme ou de multiculturalisme, elle ne fait*

que le pointer du doigt, quand ce n'est pas l'islam tout court qui est visé. En cela, elle s'inscrit dans la vague des néo-populistes européens, que ce soit aux Pays-Bas ou en Allemagne. Elle vampirise l'héritage républicain pour combattre un seul et unique adversaire. »

Le constat vaut, tout naturellement pour la sécurité, autre pierre

angulaire de son programme. Avec cette volonté manifeste d'expulsion automatique des étrangers condamnés par la police et la création de nouvelles places de prison (13 000, en 2007, 40 000, en 2017). Et, tout naturellement, ce sont les immigrés qui sont ici encore dans le collimateur... « *En 2007, il s'agissait d'expulser les clandestins, d'interdire totalement l'immigration et d'instaurer « l'inversion des flux migratoires »*. Dix ans après, le projet propose un « *solde migratoire de 10 000* », note Nicolas Lebourg. Avant de démontrer que le droit du sang est toujours privilégié au droit du sol, tandis que la suppression de la double nationalité se limite désormais aux nationalités extra-européennes. Et donc aux populations arabo-musulmanes qui, sous couvert de lutte contre l'islamisme, restent la cible privilégiée

La fiche S n'a pas de vocation opérationnelle ni de valeur judiciaire. Pas plus qu'elle ne signifie qu'une personne ait commis un délit ou un crime. Elle ne saurait donc suffire pour condamner et expulser, même dans la France de Marine Le Pen, un étranger...

d'un parti résolument xénophobe et identitaire. Concrètement, les étrangers en situation illégale verraient leur régularisation ou leur naturalisation interdite, et leur expulsion automatisée. Au-delà du droit du sol, dont il vient d'être question, le projet prévoit de mettre un terme à « *l'automatisme du rapprochement familial, ainsi qu'à l'acquisition automatique de la nationalité française par mariage.* » Une mesure qui contrevient, faut-il le rappeler, à la Constitution française et à la Convention européenne des droits de l'homme. Mais le Front national n'a que faire du droit, comme Marine Le Pen ne cesse de le démontrer.

Ajoutons que le droit d'asile ne pourrait être demandé que « *dans les pays d'origine ou les pays limitrophes.* » Ce qui revient à en exclure le principe pour les migrants déjà installés sur le territoire français. L'immigration est donc présentée comme un poids, une source de problèmes et de « *mauvaises dépenses publiques* » qu'il convient de tarir, sur fond de xénophobie et de repli. Dans l'acception frontiste, la France reste inéluçablement réservée aux Français !

Le nationalisme d'exclusion, à la fois, interne et externe, qui ne peut fonctionner autrement que par la recherche de boucs-émissaires, constitue toujours l'axe majeur du positionnement du mouvement. Il ne faut donc pas s'y tromper : le FN porte en lui la ségrégation et la violence. Il s'inscrit dans un mouvement d'ensemble qui touche désormais nombre de pays européens, rongés par le populisme. Cette idéologie de crise apporterait, si elle croissait en influence, une régression formidable pour les catégories sociales qu'elle prétend défendre, et un recul des libertés individuelles et collectives. On ne répètera jamais assez qu'être français, c'est être citoyen de la République.

Dans ce domaine, le crédo du FN ne varie pas d'un pouce. La détestation de l'étranger et des Français issus de la diversité est le seul point de doctrine identifiable dans ses discours.

Les « fichiers S » dans le collimateur. Immigration, islamisme, terrorisme. Après avoir longtemps cherché à rassurer et à démontrer qu'elle avait la stature d'un chef d'Etat, Marine Le Pen lance toute une série de mesures répressives pour faire preuve de son autorité. Au Zénith, le 17 avril dernier, elle se fait menaçante... « *Avec moi, les fichés S, pour eux, la règle sera simple mais drastique. Le fiché S étranger est expulsé vers son pays d'origine. Le fiché S binational est déchu de sa nationalité et expulsé vers son pays. Le fiché S français est poursuivi pour intelligence avec l'ennemi et condamné à de la prison et à l'indignité nationale qui le prive de tous ses droits.* » C'est oublier que l'expulsion systématique est impossible et que les principaux intéressés ne

Face au Front national et à tout ce qu'il représente de dangers pour les libertés dans notre pays, la meilleure arme tient dans des politiques capables de répondre aux problèmes de celles et ceux qui ne voient plus de solutions à la crise.

portent pas tous l'étiquette de « terroristes » dans le dos ! Manuel Valls avait précisé, en novembre 2015, que, parmi les quelque 20 000 cas recensés, 10 500 concernent des individus mis sous surveillance pour leur appartenance ou leurs liens supposés avec les mouvances islamique et radicale. « *Tous les au-*

tres peuvent concerner des membres d'autres mouvements considérés comme terroristes : le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la ligue liée à des mouvements tamouls, la branche militaire du Hezbollah, des militants violents liés à l'ultra droite ou à l'ultra gauche, des hooligans, etc. », s'empressait-il d'ajouter. Les niveaux de dangerosité varient donc au gré des situations. Tant et si bien que la fiche S n'a pas de vocation opérationnelle ni de valeur judiciaire. Pas plus qu'elle ne signifie qu'une personne ait commis un délit ou un crime. Elle ne saurait donc suffire pour condamner et expulser, même dans la France de Marine Le Pen, un étranger...

Un référendum sur la peine de mort. Perpétuité ou peine de mort ? En 2012, Marine Le Pen proposait déjà l'organisation d'un référendum sur la peine capitale. Seule, pour l'heure,

l'instauration de la perpétuité réelle incompressible pour les « crimes les plus graves » figure dans ses 144 engagements. Et cette fois-ci, sans vote préalable.

La question de la peine de mort est soumise, de son côté, à l'organisation d'un « référendum d'initiative populaire », sous l'égide d'un corps électoral constitué d'un minimum de 500 000 personnes. Ceci témoigne de l'ampleur de la régression civilisationnelle que porte le FN. Simple ravalement de façade, diront certains, pour capter les voix d'une frange de la population, toujours hésitante. D'autant que les fondamentaux restent de mise, on l'a vu, sur l'immigration, la « priorité nationale », la sécurité, le patriotisme économique et ce fameux référendum propre aux partis populistes, dont Marine Le Pen prétend faire un outil de gouvernance.

Pour tenter de l'emporter le 7 mai, le FN est, il est vrai, condamné au grand écart. C'est qu'il lui faut préserver un public de nantis, plutôt situé dans le sud de la France, tout en fidélisant un électorat plus populaire, largement implanté au nord, à l'est et à l'ouest de la Loire. En clair, opter pour des slogans tribuniciens, tout en ménageant un électorat installé, mais aigri, et peu enclin aux solidarités élémentaires.

La Russie érigée en marchepied. Que dire, enfin, des liens en eaux troubles que Marine Le Pen entretient avec la Russie de Vladimir Poutine ? Reçue en grande pompe, au Kremlin, le 24 mars dernier, la candidate du FN a été adoubée comme un partenaire, à part entière. Son hôte lui a offert ainsi le marchepied souhaité sur la scène internationale. Histoire, sans doute, de mettre en avant des convergences de

vue dans la lutte contre le terrorisme. *« Le nationalisme est un objectif partagé, l'autoritarisme plus qu'une tentation et, évidemment, le désir que l'Union européenne éclate est commun, analyse Alain Bergounioux. La Russie de Poutine y voit son intérêt politique - d'autant plus qu'elle ne peut faire oublier ses faiblesses et ses difficultés internes -, ses insuffisances économiques, notamment - que par une politique extérieure audacieuse. L'Union européenne, par le fait même qu'elle existe, malgré ses faiblesses et ses contradictions internes, est une gêne. »*

Pas surprenant, dans ces conditions, que Poutine privilégie des liens avec l'extrême droite érigée en adversaire de l'Union européenne et nationaliste dans l'âme. Loin de l'approche multilatérale qui doit être celle de la France et de ses partenaires. *« C'est ce qu'il faut expliquer à l'opinion, conclut Alain Bergounioux. La dignité nationale ne se situe certes pas dans le fait, aurait dit François Mitterrand, d'être des « petits télégraphistes » de Vladimir Poutine ou de Donald Trump - c'est le paradoxe de ce nationalisme frelaté du Front national -, mais dans la volonté d'être un acteur majeur en Europe. »* De tout cela, il faudra se souvenir, le 7 mai prochain. Face au Front national et à tout ce qu'il représente de dangers pour les libertés dans notre pays, la meilleure arme tient dans des politiques capables de répondre aux problèmes de celles et ceux qui ne voient plus de solutions à la crise.

Bruno Tranchant

(1) <https://jean-jaures.org/nos-productions/2007-2017-dix-annees-de-marino-lepenisme>

Ce que cache la laïcité « émancipatrice » de Marine Le Pen

Interdire, non plus seulement à l'école mais dans la rue, le port d'un signe religieux « ostentatoire ». Qu'on ne s'y trompe pas, dans l'esprit comme dans le discours de Marine Le Pen, cette proposition, martelée par la candidate frontiste, vise d'abord et quasi exclusivement le voile. Et donc l'Islam... et les musulmans !

- ◆ Sous couvert de laïcité, **Marine Le Pen postule l'altérité irréductible de l'immigré, à jamais étranger.** À ses yeux, l'islam ne peut être une religion comme les autres, puisqu'elle est la religion de l'Autre, au premier chef le maghrébin, inassimilable, par principe.
- ◆ Les termes du procès fait à l'islam dans son rapport à la laïcité sont connus. Ils consistent à attribuer à cette religion, et à elle seule, une double incompatibilité d'ordre théologique avec, d'une part, le principe de séparation, et, d'autre part, le principe d'égalité, qui sont au cœur du pacte républicain.
- ◆ Il y a une forme de préjugé malsain et dogmatique à interpellier le seul islam sur le contenu de son dogme. **Dans notre République laïque, seuls comptent les actes, à commencer par le comportement concret des autorités religieuses vis-à-vis des lois de la République.** Qui peut sérieusement nier que la plupart des Français de confession ou de tradition musulmane s'inscrivent tout autant que les autres dans le mouvement général de d'intégration qui caractérise de longue date la république française ?
- ◆ Les amalgames pratiqués par le FN sont à la fois impertinents et dangereux. Ils suscitent la division, provoquent la discrimination. **La laïcité est pour nous une méthode rationnelle, au service de la cohésion de notre société. Pour le FN, ce n'est qu'une habileté conjoncturelle dirigée contre une religion et sa pratique, à fin de stigmatisation.**
- ◆ La laïcité, c'est le respect des convictions et croyances des citoyens quels que soient leurs engagements de conscience. C'est à la fois le respect de tous de croire ou de ne pas croire. **La laïcité, c'est la capacité de dépasser justement ces différences pour construire ce qui nous est commun dans la République.**

***L'étiquette républicaine et laïque
de Marine Le Pen est une usurpation !***

Le FN et la sortie de l'euro : un saut périlleux dans l'inconnu.

Le scénario d'une sortie de l'euro annoncée par le Front national donne le tournis aux économistes, qui prévoient tous un fort recul de la croissance, la destruction de plusieurs centaines de milliers d'emploi, une dépréciation des produits de l'épargne favorisés des Français, ainsi que des taux de change et une hausse des taux d'intérêt... avec des degrés variables dans ces scénarios cauchemardesques.

Au FN, on nie bien évidemment tout cela en bloc, avec quand même, parfois, des concessions au réel. « *Les produits que nous importons vont être*

renchérissés, ce qui favorisera la relocalisation de notre production », espérait ainsi il y a peu Antoine Mellies, conseiller régional FN, dans le journal *Lyon-Capitale*, avant d'admettre que les conséquences d'un Frexit étaient difficiles à imaginer : « *On ne connaît pas le comportement des agents économiques* »... On ne saurait mieux dire.

Car la sortie de l'euro n'a rien du processus simple vanté par l'extrême droite. Ainsi, l'idée qu'on pourrait avoir une « *sortie négociée* » est loin d'être évidente. Le jour où vous annoncez que vous voulez sortir de l'euro, il se crée une incertitude gigantesque, avec le risque d'une crise bancaire immédiate. C'est ce qui s'est passé en Grèce, en 2015, lorsque les épargnants, conscients que leurs économies, une fois converties en drachmes, allaient perdre 40 % à 50 % de leur valeur, se sont précipités pour retirer leurs dépôts des banques.

Il faut bien être conscient que la sortie de l'euro provoquerait immédiatement :

- Une dévaluation de notre monnaie qui viendrait diminuer d'autant le pouvoir d'achat de nos concitoyens ;

- Une crise majeure de notre système bancaire qui mettrait en danger les économies et l'épargne des Français.

Il n'est pas difficile d'imaginer les problèmes concrets que poseraient, notamment, le remplacement des billets et pièces actuellement en circulation, l'effondrement de la valeur des dépôts et de l'épargne des Français (Livret A, par exemple), avec une possible fuite des capitaux pour les épargnants les plus avertis, l'imbroglie de la conversion des emprunts internationaux, avec

la forte probabilité que les prêteurs étrangers courent le risque de ne pas avoir accès à des financements dont la France a pourtant besoin... Marine Le Pen pense qu'il suffira de faire marcher la planche à billets. Mais, les Français se retrouveraient rémunérés ou indemnisés en « monnaie de singe », sans compter les difficultés qui résulteraient de la réintroduction du franc pour le paiement des salaires de la fonction publique et des retraites.

la forte probabilité que les prêteurs étrangers courent le risque de ne pas avoir accès à des financements dont la France a pourtant besoin...

Marine Le Pen pense qu'il suffira de faire marcher la planche à billets. Mais, les Français se retrouveraient rémunérés ou indemnisés en « monnaie de singe », sans compter les difficultés qui résulteraient de la réintroduction du franc pour le paiement des salaires de la fonction publique et des retraites.

La sortie de l'euro impliquerait, de plus, une forte baisse du pouvoir d'achat des ménages, car les biens importés (énergie, métaux, essence, informatique, téléphonie, habillement, alimentation) augmenteraient sévèrement. Selon le think tank Terra Nova, « *la facture pourrait se situer entre 1 500 et 1 800 euros par ménage et par an* », avec un impact plus fort sur les ménages modestes qui, proportionnellement, consomment plus de biens importés.

Marine Le Pen propose, en réponse à tous ces éléments de crise, de « *nationaliser la dette publique* ». Ce qui revient à ce que les citoyens achètent beaucoup plus de dette de notre État. Ce qu'elle ne dit pas, c'est que l'épargne des Fran-

çais, et notamment les contrats d'assurance-vie en euros, pourrait être purement et simplement nationalisée, et donc immobilisée de façon confiscatoire, pour réduire mécaniquement la dette publique.

Une autre arme, sur laquelle bien évidemment la candidate du FN est muette, est la hausse de la fiscalité sur le patrimoine ou par la TVA pour financer, par exemple, un fonds public visant à racheter et éliminer une large portion de la dette existante.

Marine Le Pen désigne à tout bout de champ des boucs émissaires aux difficultés de notre pays. Mais, comme pour le reste, en accusant l'euro, elle se trompe. La monnaie commune est une source de

stabilité pour notre économie : elle permet à nos concitoyens de bénéficier d'une monnaie forte et à nos entreprises de commercer avec l'Europe et le monde, dans des conditions favorables. La monnaie commune reste d'ailleurs très largement plébiscitée par les Français qui ne veulent pas du retour au franc.

Voilà pourquoi, le 7 mai, nous devons rejeter massivement le projet de Marine Le Pen.

Hélène Fontanaud

L'exemple argentin*

Des magasins pillés, des files d'attente interminables devant les banques, un président qui s'échappe du palais présidentiel en hélicoptère... Les images de la crise de 2001 restent douloureusement vivaces en Argentine, dernier pays à avoir connu un bouleversement monétaire. « *C'était terrible. J'avais monté mon entreprise de dessin industriel, on se portait très bien. Mais les commandes ont fortement baissé. Je n'avais plus de réserves, j'ai vendu les machines et fais faillite* », se souvient Federico, alors âgé de 27 ans.

Il s'était lancé dans les années 1990, en pleine période de croissance. A l'époque, pour limiter l'inflation galopante, un peso vaut un dollar. Mais cet ancrage à la monnaie américaine rend l'Argentine vulnérable aux soubresauts de l'économie mondiale. Et avec un peso clairement surévalué, les entreprises perdent en compétitivité. Les exportations plongent. En 1999, le pays entre en récession.

Anticipant la débâcle, les entreprises placent leurs capitaux à l'étranger. C'est la fuite en avant. Afin de freiner l'hémorragie, le gouvernement décrète, fin 2001, une limite aux retraits bancaires et traduit automatiquement les comptes libellés en dollars en pesos... qui perdent chaque jour de la valeur. « *Avec mon mari, on avait 8 000 \$ à la banque. Quand on nous a autorisés à les retirer, on nous a donné 8 000 pesos qui ne valaient plus grand-chose. On a dû repartir de zéro* », se souvient Marisa, 44 ans. « *La dévaluation du peso s'est élevée à 75 %* », souligne l'économiste José Luis Espert. Avec la crise, le produit intérieur brut chute de dix points, plus de la moitié du pays bascule dans la pauvreté, l'Etat se déclare en défaut de paiement et la parité peso-dollar est levée. « *Ça a été dur. On mangeait des produits à base de farine, peu de viande*, se souvient Elena, 80 ans. *Nous, les Argentins, on est habitués aux crises. Mais si les Français perdent leur stabilité financière... j'espère qu'ils savent se débrouiller face au chaos.* »

*Article paru dans le *Parisien*, 20 février 2017.

Programme économique du FN : entre contradictions et énormités

Le projet économique de Marine Le Pen ratisse large, en ciblant plus particulièrement les catégories les plus modestes et l'électorat de droite, rongé par le doute depuis les révélations de l'affaire Fillon.

- ◆ La candidate fait feu de tout bois pour s'attirer les grâces de ses concitoyens auxquels elle propose de « rendre 40 milliards d'euros », en baissant de 10 % l'impôt sur le revenu pour les trois premières tranches, mais aussi en défiscalisant les heures supplémentaires et en revalorisant les minima sociaux, sans parler du retour à la retraite à 60 ans pour tous.
- ◆ Au-delà, elle déroule un **catalogue de bonnes intentions**, en proposant, notamment, la création d'une « prime de pouvoir d'achat » sur les salaires et retraites, jusqu'à 1 500 €. Histoire de capter les voix de cette frange de l'électorat populaire.
- ◆ Parallèlement, elle préconise une refonte du RSI, la transformation du CICE en allègement de charges, la création d'un taux intermédiaire d'imposition pour les PME, ou encore l'exonération de charges pour l'embauche d'un jeune de moins de 21 ans. Quant au compte pénibilité, il serait remplacé par un dispositif « reposant sur une évaluation personnalisée. »
- ◆ La candidate propose surtout la sortie de l'euro, après un référendum, dans un pays dont plus de 20 % du PIB dépend de l'extérieur. **Toute sa construction repose sur les bénéfices supposés d'une sortie de l'euro et de l'Europe, en fait. Sans qu'à aucun moment les conséquences n'aient été analysées, même pour être réfutées par l'inflation, l'accroissement de la dette, l'affaiblissement de nos secteurs d'exploitations...**
- ◆ **L'application de ce programme mènerait au « chaos » avec des centaines de milliards de dettes nouvelles, en cinq ans, s'ajoutant aux 2 100 milliards existants.** « Le FN est à la fois « pour » l'entreprise et « pour » les 35 heures, « pour » la baisse du coût du travail, mais « pour » des hausses massives de salaires, « pour » et « contre » les hausses d'impôts, « pour » les grandes entreprises qu'il faut soutenir dans la mondialisation, mais « contre » les grandes entreprises qui écrasent les petites en France, « pour » la concurrence qui fait baisser le prix d'achat des consommateurs, mais « contre » la concurrence qui fait baisser le prix de vente des producteurs », constate l'économiste Maël de Calan. Un fatras de contradictions et d'énormités.

Retour au Franc : le scénario catastrophe !

Marine Le Pen n'a qu'une idée en tête : sortir de l'Union européenne.

- ◆ Avec l'immigration, l'Europe est portée responsable du chômage de masse, de la faible compétitivité de la France dans nombre de secteurs de pointe, de l'absence de dialogue social, d'un modèle agricole inadapté, d'une école peu performante, et bien d'autres choses encore. La candidate le martèle à longueur de meetings.
- ◆ Soucieuse de rassurer les retraités qui en ont une peur bleue, Marine Le Pen affirme vouloir réserver le franc aux Français, en sus d'une monnaie commune avec les autres pays européens réservée aux transactions internationales des grandes entreprises. Un franc avec une parité fixe, mais ajustable, face aux autres monnaies de la zone euro. Il suffisait d'y penser... Pour parvenir à ses fins, l'eurodéputée prévoit une négociation. **En cas d'échec, un référendum sera organisé sur la sortie de l'euro et de l'Union. Bref, une stratégie à la Cameron.**
- ◆ **Quitter la monnaie unique, c'est s'appauvrir irrésistiblement.** D'autant que le pays et nos entreprises seraient contraints de rembourser une dette en euros qui coûterait bien plus cher avec un franc dévalué. Sans parler du prix des importations et des risques d'inflation et de renchérissement des taux d'intérêt.
- ◆ **Si le FN prétend limiter l'inflation, les produits et services importés grimperaient ostensiblement, au même titre que les biens de consommation intermédiaires que les entrepreneurs achètent à l'étranger.** Et que dire des ménages, inquiets à l'idée de voir leurs économies se tenir et qui ne manqueront pas, dans ces conditions, de placer leur argent à l'étranger ?
- ◆ **L'idée que la souveraineté monétaire - dans une France dont l'économie est l'une des plus mondialisées - passe par le retour à un franc dévalué est absurde.** Quid de la réaction des pays frontaliers, avec lesquels nous réalisons près de 70 % de notre commerce extérieur ? Ne seraient-ils pas tentés de dévaluer à leur tour ? Nous reviendrions ainsi à ces dévaluations compétitives qui firent la joie des fonds spéculatifs américains, jouant telle devise contre l'autre. Nous abaisserions la valeur monétaire de nos PME, au profit des fonds qataris ou des géants chinois qui se ruent pour racheter les entreprises tricolores, avec toutes les conséquences néfastes sur l'emploi. **Autant dire que le « patriotisme économique » de Marine Le Pen s'avèrerait désastreux pour la France.**
- ◆ Les conséquences, d'ores et déjà palpables, pour la Grande-Bretagne, du Brexit ne vont pas faciliter ce travail de pédagogie. **Il faudra bien, en outre, que les stratèges du FN nous expliquent comment une sortie de l'euro ne remettra pas en cause immédiatement la politique de bas taux d'intérêt, notamment pour tout ce qui relève des emprunts sur les marchés financiers, pour le refinancement de la dette.** Or, des taux d'intérêts élevés, ce sont des points de croissance en moins, et surtout des marges budgétaires et sociales en berne. Quid, alors, du financement de la politique « sociale » et des retraites et des politiques publiques ?

Les propositions de Marine Le Pen sont indissociables d'un risque de faillite de la France et de désordres en Europe.